

L'intégralité de la publication est disponible à l'adresse suivante  
<http://www.un.org/esa/policy/wess/wesp.html>

# Situation et perspectives de l'économie mondiale

## Résumé

## 2011



Nations Unies



# Résumé

## Les perspectives économiques mondiales

### *Un ralentissement de la croissance mondiale est attendu en 2011 et 2012...*

Après une année de reprise fragile et inégale, la croissance économique mondiale a commencé à décélérer sur un large front à la mi-2010. Le ralentissement devrait se poursuivre en 2011 et 2012 étant donné que les faiblesses dans les grands pays développés freinent la reprise mondiale et risquent de menacer la stabilité économique mondiale dans les années à venir. L'ampleur sans précédent des mesures politiques prises par les gouvernements, juste après l'éclatement de la crise, ont sans aucun doute contribué à stabiliser les marchés financiers et à relancer la reprise. Cependant, la réponse politique s'est affaiblie au cours de 2010, et devrait être beaucoup moins favorable à court terme également, d'autant que l'aggravation des déficits budgétaires et la hausse de la dette publique ont sapé le soutien à d'autres mesures de relance budgétaire. De nombreux gouvernements, en particulier ceux des pays développés, se sont déjà orientés vers l'austérité fiscale. Cela affectera négativement la croissance économique mondiale en 2011 et 2012.

### *...car des risques multiples pour la reprise demeurent*

Malgré les progrès accomplis dans la réduction de la part des actifs en difficulté dans le secteur bancaire, de multiples risques restent présents. Les marchés immobiliers peuvent se détériorer davantage, la croissance du crédit reste faible, et les niveaux de chômage sont toujours élevés. La plupart des pays ont maintenu, voire amplifié, les politiques d'argent "bon marché" (taux d'intérêt bas et assouplissement quantitatif) dans leurs efforts pour aider le secteur financier à retourner à la normalité et pour stimuler l'activité économique étant donné que les relances fiscales disparaissaient progressivement. Cela a, cependant, ajouté de nouveaux risques, notamment une plus grande volatilité des taux de change entre les principales devises et une forte augmentation de la volatilité des flux de capitaux vers les marchés émergents, qui sont déjà des sources de tensions économiques et qui pourraient nuire à la reprise. Ces tensions ont affaibli la volonté de coordonner les politiques au niveau international, ce qui à son tour a rendu le traitement des déséquilibres mondiaux et d'autres problèmes structurels qui ont conduit à la crise, ainsi que ceux qui ont été créés par elle, d'autant plus difficiles à résoudre.

### *La reprise mondiale a été freinée par les économies développées*

Le produit mondial brut (PMB) devrait augmenter de 3,1 pour cent en 2011 et 3,5 pour cent en 2012. La reprise peut, cependant, subir des revers et ralentir à moins de 2 pour cent, tandis que certains pays développés peuvent retomber en récession si plusieurs des risques à la baisse prennent forme.

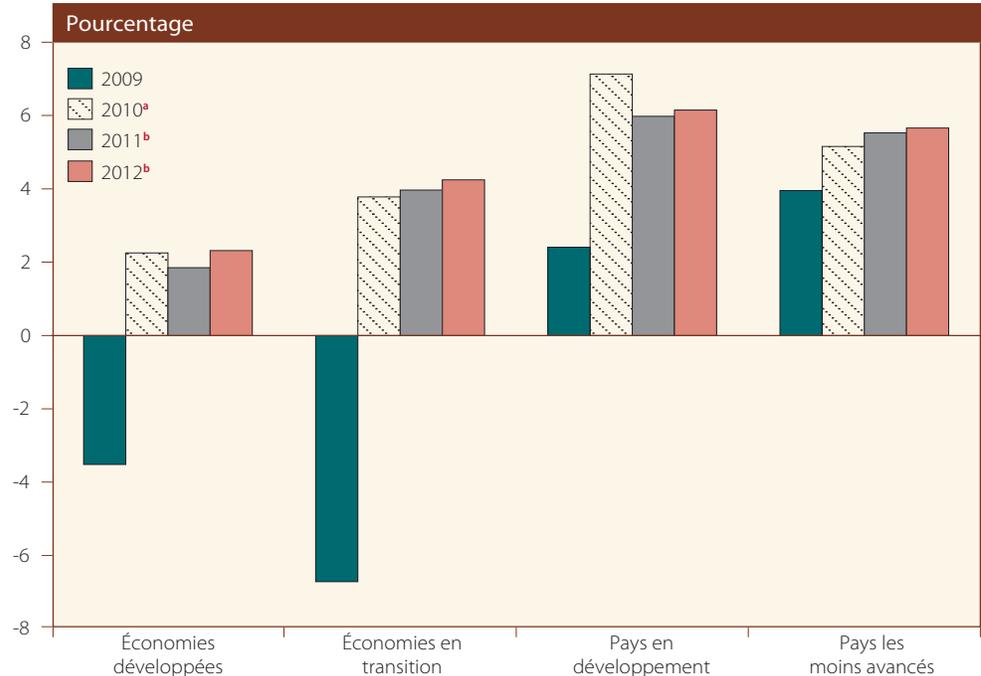
Parmi les pays développés, les *États-Unis d'Amérique* se remettent de la plus longue et plus profonde récession depuis la Seconde Guerre mondiale, mais ont néanmoins connu la reprise la plus faible de leur histoire. Bien que le niveau du produit intérieur brut (PIB) sera de retour à son sommet d'avant la crise en 2011, une reprise complète de l'emploi prendra au moins quatre années supplémentaires. La croissance dans de nombreux

*pays européens* restera également faible; drainée par de drastiques réductions budgétaires, il n'est pas exclu que quelques pays restent en récession. La croissance au *Japon* ralentira également de manière notable.

### Une reprise mondiale qui ralentit



### La croissance dans les pays en développement est le moteur de la reprise



### La croissance dans les pays en développement s'apaisera aussi

Les pays en développement et les économies en transition continuent à soutenir la reprise mondiale, mais on s'attend aussi à ce que la croissance de leur production s'affaiblisse au cours de 2011 et 2012. Les *pays en développement d'Asie* continue d'afficher les meilleures performances économiques. La forte croissance des principales économies en développement, en particulier la Chine, est un facteur important dans la reprise du commerce mondial et celle des prix des produits de base, qui est elle bénéfique pour la croissance en *Amérique latine*, au sein de la *Communauté d'États indépendants* et dans certaines régions d'*Afrique*. Pourtant, la reprise économique reste inférieure à son potentiel dans ces trois régions. Les économies d'*Asie occidentale* exportatrices de pétrole n'ont pas relevé leur production de pétrole après l'avoir diminuée en réponse à la récession mondiale. Ainsi la reprise dans cette région est également en dessous des niveaux de croissance atteints avant la crise.

Des défis conséquents demeurent pour le développement à long terme des pays à faible revenu. En particulier, la reprise dans nombre de pays les moins avancés (PMA) sera également en deçà de son potentiel.

## Les perspectives pour l'emploi, la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et l'inflation

Entre 2007 et la fin de 2009, au moins 30 millions d'emplois ont été perdus dans le monde en raison de la crise financière mondiale. Malgré un rebond de l'emploi dans certaines régions du monde, en particulier dans les pays en développement, l'économie mondiale aura

### La persistance du chômage élevé dans les pays développés



Source: NU/DAES et projet LINK

<sup>a</sup> Partiellement estimé.

<sup>b</sup> Projections des Nations Unies.

encore besoin de créer 22 millions de nouveaux emplois supplémentaires afin de revenir au niveau d'emploi global prévalant avant la crise. A la vitesse actuelle de la reprise, cela prendra au moins cinq ans.

### *Le chômage de longue durée est en hausse*

En raison de la vitesse inférieure au potentiel de la croissance de la production durant la reprise, en particulier dans les économies développées, peu d'emplois nouveaux ont été créés pour réembaucher les travailleurs qui avaient perdu leur emploi. Alors que de plus en plus de gouvernements se lancent dans le resserrement budgétaire, les perspectives d'une reprise rapide de l'emploi apparaissent encore plus sombres. Les conséquences de la crise actuelle sur l'emploi à long terme sont déjà visibles, étant donné que la part du chômage structurel ou de longue durée a augmenté de façon significative dans la plupart des pays développés depuis 2007.

### *La reprise de l'emploi a été plus rapide dans les pays en développement*

Les travailleurs des pays en développement et des économies en transition ont également été gravement touchés par la crise, bien que l'impact en termes de pertes d'emplois a émergé plus tard et a été beaucoup plus court que dans les pays développés. L'impact sur l'emploi a également été atténué par l'absorption dans le secteur informel de nombreux travailleurs, même si beaucoup plus de travailleurs se sont retrouvés avec des emplois plus vulnérables et des salaires inférieurs par la suite. La croissance de l'emploi dans les pays en développement a commencé à se redresser à partir du second semestre de 2009; à la fin du premier trimestre de 2010, les taux de chômage étaient déjà retombés à leurs niveaux d'avant la crise dans un certain nombre de pays en développement.

### *La crise a provoqué des reculs importants dans la réalisation des OMD*

Le ralentissement économique a provoqué des reculs importants dans les progrès vers les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Atteindre l'objectif du millénaire consistant à réduire de moitié les taux de pauvreté dans le monde d'ici 2015 (par rapport à 1990) est à la portée du monde dans son ensemble, bien qu'il ne sera pas atteint en Afrique sub-saharienne, ni, éventuellement, dans certaines parties de l'Asie du Sud. Cependant, la crise a considérablement augmenté le défi quant à la réalisation des objectifs ayant trait à l'éducation primaire universelle, la réduction de la mortalité infantile et maternelle et l'amélioration des conditions environnementales et sanitaires. Le besoin d'accélérer la croissance économique et d'augmenter les dépenses sociales posait d'importants défis macroéconomiques, même avant la crise; il est devenu d'autant plus pressant dans les cas où les revers ont été les plus grands. Malheureusement, l'esprit de durcissement de la politique budgétaire s'installe même dans les pays en développement ayant une intention politique de sauvegarder les dépenses sociales prioritaires. Cette tendance est inquiétante, en particulier lorsque la croissance du PIB est encore bien inférieure à son potentiel et que les recettes fiscales ont diminué de façon significative en raison de la crise. Parmi les pays à faible revenu en particulier, un soutien suffisant à travers l'aide publique au développement (APD) sera essentiel pour permettre des efforts accrus pour atteindre les OMD.

### *L'inflation ne pose pas un danger actuel, sauf dans certaines parties de l'Asie du Sud*

Les taux actuels d'inflation sont restés à des niveaux très faibles malgré la massive expansion monétaire. Mises à part certaines économies asiatiques, où des pressions inflationnistes de plus en plus fortes reflètent une combinaison de facteurs des côtés de l'offre et de la demande, les anticipations inflationnistes sont susceptibles de demeurer en sourdine dans un avenir proche en raison de la stagnation de la croissance du crédit, des larges écarts de production et du chômage élevé dans la plupart des économies développées.

## **Le commerce et le prix des matières premières**

### *Le rebond du commerce mondial s'est ralenti en 2010*

Le commerce mondial a continué à se redresser en 2010, mais la forte croissance observée au premier semestre de l'année a commencé à s'essouffler. Alors que le volume des exportations de nombreux pays émergents a déjà atteint, ou même dépassé, les maxima d'avant la crise, les exportations des pays développés ne se sont pas encore complètement rétablies. En termes de perspectives, le commerce mondial devrait croître d'environ 6,5 pour cent en 2011 et 2012, modérant la reprise de 10,5 pour cent de 2010.

Malgré la reprise progressive au cours des deux dernières années, la valeur des importations des trois plus grandes régions développées était encore nettement en deçà, en août 2010, des maxima atteints avant la crise. Pendant ce temps, la reprise des exportations de ces pays a reflété la croissance rapide des importations des pays d'Asie et d'Amérique latine. La question est maintenant de savoir si les économies émergentes pourront continuer d'agir en tant que moteurs de la croissance du commerce mondial dans les années à venir, d'autant plus que le dynamisme de la phase initiale de la reprise semble s'effacer et que la croissance dans les pays développés reste morose.

### *Des facteurs financiers exacerbent la volatilité des prix des aliments et d'autres produits de base*

La plupart des prix des produits de base ont rebondi. Le prix mondial du pétrole brut a fluctué autour de 78\$ le baril en 2010, contre une moyenne de 62\$ pour l'année 2009. Toutefois, le prix du pétrole devrait diminuer quelque peu en 2011. Les prix mondiaux des métaux ont suivi une tendance similaire en 2010 et on s'attend à une légère hausse en 2011 et 2012.

Les prix des aliments ont diminué au cours du premier semestre de 2010, mais ont rebondi au deuxième trimestre. Alors que l'expansion de la superficie mondiale et que des conditions météorologiques favorables dans les principales régions productrices ont considérablement favorisé l'accroissement de l'offre alimentaire mondiale durant l'année 2009 et au début de 2010, des conditions météorologiques défavorables à la mi-2010 ont affecté les récoltes de denrées de base. En outre, la spéculation s'est accrue sur de nombreux produits de base. Les prix des aliments resteront vulnérables aux chocs d'offre et aux réponses spéculatives sur les marchés des produits dérivés des produits de base.

### Les transferts financiers nets des pays pauvres vers les pays riches sont encore en augmentation



Source: NU/DAES, basé sur les bases de données du Fonds monétaire international (FMI) *Perspectives de l'économie mondiale*, Octobre 2010 et Statistiques de la balance des paiements du FMI.

## La finance internationale pour le développement

*Les transferts nets des pays en développement vers les pays développés ont encore augmenté en 2010 et cette tendance devrait se poursuivre*

Les pays en développement en tant que groupe ont continué à transférer de grandes quantités de ressources financières vers les pays développés. En 2010, les transferts nets se sont élevés à un montant estimé à 557 milliards de dollars, soit une légère hausse par rapport au niveau enregistré l'année précédente. Comme cela a été le cas pour plus d'une décennie, la plupart des transferts nets reflète des accumulations de réserves supplémentaires de la part des pays en développement. Il faut s'attendre à ce que les transferts nets de ressources des pays en développement augmentent modérément en même temps que l'élargissement prévu des déséquilibres des comptes courants. Cette poursuite de la tendance d'avant la crise, dans laquelle, en fin de compte, les pays pauvres transfèrent des quantités importantes de ressources vers des pays beaucoup plus riches, est aussi un reflet de la nécessité ressentie par les pays en développement de continuer à accumuler des réserves de change comme une forme d'autoprotection contre les chocs économiques mondiaux. Les cas de turbulences sur les marchés financiers mondiaux, la volatilité accrue des taux de change entre les principales monnaies de réserve et une forte augmentation à court terme des flux de capitaux privés ont accru le sentiment d'incertitude macro-économique et le besoin perçu d'auto-assurance.

### *Les flux nets de capitaux privés vers les pays en développement ont connu une forte augmentation*

Les flux nets de capitaux privés vers les pays en développement ont connu une forte augmentation et ont fortement repris depuis leur chute en 2008 et début 2009. Les investisseurs sont à la recherche de rendements plus élevés et la croissance économique dans les pays émergents et autres économies en développement a été beaucoup plus forte que dans les économies avancées. Le vaste assouplissement monétaire a aussi maintenu les taux d'intérêt très bas dans ces dernières. Avec une fragilité persistante et d'importantes liquidités excédentaires sur les marchés financiers développés, les investisseurs ont déplacé une partie de leurs portefeuilles vers des marchés émergents. Une grande partie de la hausse des flux de capitaux privés vers les pays en développement a pris la forme de placements en actions à court terme, et probablement volatils, même si les investissements directs à l'étranger (IDE), en particulier dans les industries extractives des économies exportatrices de matières premières, ont également augmenté.

### *La crise a renforcé la nécessité de l'APD, mais a compliqué la réalisation des engagements*

La crise financière mondiale et la récession économique de 2008-2009 a eu un impact négatif sur de nombreux pays en développement et mis à rude épreuve les pays à faible revenu, ce qui rend le versement de l'aide au développement promise (APD) encore plus important. Bien que les transferts nets vers les pays à faible revenu soient restés positifs en 2010, la fragile reprise dans les pays développés et la menace d'une possible récession à double creux créent une incertitude considérable sur le volume futur des flux d'APD. En outre, l'aide est en deçà des engagements pris par la communauté des donateurs.

### *La situation de la dette dans de nombreux pays en développement s'est améliorée, mais des problèmes subsistent*

Malgré des améliorations de la situation de la dette de nombreux pays en développement avant la crise, certains pays, y compris certains petits pays à revenu intermédiaire, restent dans des situations vulnérables. Dans le sillage de la crise, d'autres économies en développement se sont retrouvées dans des situations plus critiques vis-à-vis de leur dette. La dette extérieure totale (publique et privée) des pays en développement en pourcentage du PIB a atteint 24,8 pour cent en 2009, soit une augmentation de 2,2 points de pourcentage par rapport à l'année précédente, pendant que la tendance à la baisse du ratio du service de la dette en pourcentage des exportations a rebondi, en raison de l'impact négatif de la crise sur la valeur en dollars du PIB et des exportations. En conséquence, le ratio moyen de la dette extérieure aux exportations des pays en développement et des économies en transition a augmenté de 64,1 pour cent en 2008 à 82,4 pour cent en 2009. Dans de nombreux pays, les ratios d'endettement ont augmenté de manière encore plus significative, étant donné que la gestion de la crise a entraîné une augmentation rapide de la dette publique. Malgré les généreux allègements de dette fournis, 13 (sur 40) pays pauvres très endettés (PPTÉ) sont classés comme étant «en situation de surendettement» ou à «risque élevé» d'endettement, alors que 7 pays à faible revenu ne faisant pas partie des PPTÉ ont été identifiés comme faisant face à des problèmes de dette. Les problèmes persistants de la dette extérieure entre des pays à faible et moyen revenus et la hausse de la détresse de la dette souveraine dans un certain nombre de points de pays développés montrent les limites des

dispositions existantes pour faire face aux problèmes d'endettement. Ils soulignent également la nécessité urgente de mettre en place un mécanisme international de renégociation des dettes souveraines qui permettrait aux pays de restructurer leur dette en profondeur et de manière opportune.

### *Certains progrès ont été accomplis en vue de fournir un meilleur cadre pour réglementer le secteur financier*

L'ordre du jour des réformes défini par le Groupe des Vingt (G20) prévoyait l'introduction d'une surveillance macroprudentielle qui tiendrait dûment compte des risques systémiques et de la stabilité globale du système financier, y compris la procyclicalité et l'aléa moral causés par les activités d'institutions financières d'importance systémique. Un nouveau paquet de réformes vis-à-vis des liquidités et des fonds propres, Bâle III, a été approuvé et émis par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Il s'agit d'une avancée importante, car elle oblige les banques à détenir davantage de fonds propres et de réserves à l'égard des prêts en cours afin d'augmenter leur capacité de résistance face à des conditions plus turbulentes sur les marchés financiers. Cependant, ces nouvelles normes quant aux fonds propres et aux liquidités ne s'appliquent qu'aux banques. Par conséquent, davantage doit aussi être fait pour réduire les risques en dehors du système bancaire traditionnel (banques d'investissement, fonds spéculatifs, marchés des produits dérivés, etc.), qui ont représenté un facteur majeur dans la génération de la crise mondiale en 2008. Les nouvelles normes et règles devront être rendues applicables à différents types de marchés financiers et aux institutions qui offrent des produits similaires.

## **Risques et incertitudes**

Des incertitudes et des risques clés quant au scénario de référence pour 2011 et 2012 penchent vers la baisse.

### *L'austérité budgétaire risquerait de décélérer davantage la reprise*

Malgré une reprise fragile, le sentiment d'urgence et la volonté de faire avancer les politiques budgétaire et monétaire en tandem se sont dissipés dans le courant 2010, étant donné les craintes, en particulier dans les pays développés, que la viabilité budgétaire pourrait être en péril. De telles inquiétudes sont juxtaposées à des craintes que la suppression progressive des mesures de relance budgétaire et une retraite rapide vers l'austérité budgétaire risqueraient de décélérer davantage la reprise tout en ne parvenant pas à faire baisser le chômage, quand bien même les ratios d'endettement public continueraient à augmenter en raison d'une croissance insuffisante de la production.

Étant donné que les déficits budgétaires se sont fortement creusés, la dette publique des pays développés va continuer à augmenter, même sous des hypothèses conservatrices, dépassant 100 pour cent du PIB, en moyenne, dans les prochaines années. Les gouvernements de nombreux pays avancés seront donc confrontés à des besoins de financement importants et croissants. Dans le même temps, le risque de fragilité financière accrue a augmenté en raison de la façon dont l'endettement public est devenu lié à la santé du secteur bancaire lors de la crise: tandis que les gouvernements ont garanti de grandes quantités d'engagements bancaires, les banques ont pu acheter de grandes quantités de titres d'État. En conséquence, un risque accru pour la santé financière dans l'un de ces deux

secteurs alimentera un danger dans l'autre, pouvant former un cercle vicieux qui pourrait amplifier le risque dans toute l'économie.

### *L'augmentation de l'instabilité des taux de change reste un risque ...*

Les taux de change entre les principales devises ont connu de fortes volatilités au cours de 2010, avec des tensions accrues qui se sont rapidement répandues aux autres devises. L'incapacité à maintenir la stabilité des taux de change entre les trois grandes monnaies de réserve internationale a également affecté les monnaies des économies émergentes. L'afflux massif de capitaux vers les économies émergentes, alimenté par l'assouplissement de la politique monétaire dans les pays développés et la réaffectation de portefeuille par les investisseurs internationaux, ainsi que par l'affaiblissement du dollar, a conduit à une pression à la hausse des taux de change de certaines économies émergentes. Les pays en développement ont réagi en intervenant sur les marchés des changes et / ou en imposant des contrôles de capitaux afin d'éviter la flambée des taux de change, la perte de compétitivité et l'alimentation des bulles financières. L'instabilité monétaire et la perception de taux de change inadéquats pourraient faire partie d'un conflit plus grand ayant trait au commerce, qui pourrait bien se transformer en une vague de mesures protectionnistes et des représailles dans le monde entier, risquant une fois de plus de faire dérailler la croissance mondiale et de déstabiliser les marchés financiers.

### *... tout comme le serait un rééquilibrage non-coordonné de l'économie mondiale*

Les déséquilibres mondiaux pourraient se creuser à nouveau, ce qui pourrait nourrir davantage d'instabilité sur les marchés financiers. Les perspectives de réduction des déséquilibres dépendront de la réussite de l'économie à faire des ajustements structurels. Cependant, ces ajustements restent flous, en particulier compte tenu des effets incertains posés par un éventuel nouveau ralentissement de la croissance ; la persistance de taux élevés de chômage ; les problèmes de dettes souveraines ; ainsi que de nouvelles instabilités sur les marchés des changes. Même si les déséquilibres mondiaux ne s'accroissent pas significativement à court terme, l'ajustement sous-jacent des positions créditrices et débitrices au niveau international continuera à avancer dans une direction à risque, d'autant plus que la crise financière mondiale a causé une forte augmentation des engagements extérieurs nets des États-Unis.

D'avantage d'assouplissements quantitatifs et une nouvelle dépréciation du dollar pourraient être un moyen à disposition des États-Unis pour tenter de gonfler et d'exporter la résorption de ses larges engagements étrangers, bien que cela soit davantage susceptible de bouleverser le commerce et les marchés financiers. En outre, la faiblesse du dollar constitue une menace car elle augmente les prix des importations aux États-Unis, le plus large marché mondial de consommateurs, et donc érode le pouvoir d'achat. Cela pourrait conduire à un déclin du commerce mondial, constituant l'antithèse de l'essor de la consommation des États-Unis qui a alimenté la croissance économique mondiale avant la crise financière.

En conséquence, si les préoccupations à propos d'un affaiblissement du dollar qui affecterait les exportations se concrétisent, les pays en développement auront, à juste titre, envie d'intervenir sur leurs marchés de change, comme c'est déjà le cas. Cependant, les interventions fréquentes sur les marchés des changes accroissent le potentiel de conflits internationaux quant au taux de change ou au commerce, ce qui pourrait miner davantage

la coopération internationale en vigueur au niveau du G20. Un autre déclin de l'engagement à la coordination de la politique internationale sera un handicap supplémentaire pour les perspectives d'une reprise mondiale plus équilibrée et plus durable.

## Défis politiques

### *Cinq grands défis politiques doivent être abordés*

Les retombées potentiellement dommageables des politiques nationales insistent, une fois encore, sur la nécessité d'une coordination renforcée des politiques internationales. Malheureusement, en 2010, l'esprit de coopération entre les décideurs des grandes économies s'est affaibli. *Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2011* suggère que pour éviter une récession à double creux et pour s'orienter vers une reprise plus équilibrée et plus durable au niveau mondial, il faudrait qu'au moins cinq grands défis politiques imbriqués soient abordés.

### *Premièrement, continuer et coordonner les programmes de relances*

Tout d'abord, en utilisant le vaste espace budgétaire qui est encore disponible dans de nombreux pays, une relance budgétaire supplémentaire, en tandem avec des politiques monétaires, est nécessaire à court terme pour stimuler la reprise mondiale. Ces mesures doivent être coordonnées de manière adéquate parmi les grandes économies pour assurer une relance de la croissance mondiale qui fournira également de la demande extérieure pour les économies qui ont épuisé leur espace budgétaire. En l'absence d'un nouveau stimulus fiscal net et d'une récupération plus rapide des prêts bancaires au secteur privé, la croissance devrait rester anémique dans de nombreux pays à l'avenir.

### *Deuxièmement, transformer les programmes de relance budgétaire*

Deuxièmement, la politique budgétaire doit être revue afin de renforcer son impact sur l'emploi et son aide à la transition vers la promotion de changements structurels permettant une croissance économique plus durable. Une politique prudente serait de cibler les investissements publics en vue de soulager l'engorgement des infrastructures qui atténuent les perspectives de croissance. Un domaine prioritaire serait d'augmenter les investissements publics dans les énergies propres et renouvelables, dans le cadre des engagements des réductions des gaz à effet de serre (GES), et dans des infrastructures qui assurent une plus grande résistance aux effets du changement climatique. Un autre domaine pourrait être d'étendre et d'améliorer les réseaux de transport public, ce qui créerait potentiellement des quantités significatives de nouveaux emplois tout en aidant à réduire les émissions des GES, en particulier dans les environnements qui s'urbanisent rapidement. Les politiques de protection sociale sont un autre élément crucial pour atténuer l'impact des chocs économiques, pour stimuler la demande globale et pour contribuer à la durabilité de la croissance économique.

### *Troisièmement, une politique monétaire plus efficace et le traitement des effets de contagion internationale*

Le troisième défi est de trouver une plus grande synergie entre les mesures de relances budgétaire et monétaire, tout en contrant les effets néfastes de contagion internationale

provenant de tensions accrues à propos des taux de change et de la volatilité à court terme des flux de capitaux. Il faudra pour cela parvenir à un accord sur l'ampleur, la vitesse et le calendrier des politiques d'assouplissement quantitatif dans un cadre d'objectifs plus larges visant à redresser les déséquilibres mondiaux. Il faudra également approfondir les réformes de la régulation financière, y compris celles qui s'attèlent à la gestion des flux de capitaux transfrontaliers, ainsi que dans le système mondial de réserves afin de réduire la dépendance au dollar des États-Unis.

*Quatrièmement, un accès plus prévisible pour financer le développement afin d'atteindre les OMD*

Le quatrième défi est d'assurer que des ressources suffisantes soient mises à la disposition des pays en développement, en particulier ceux qui possèdent un espace budgétaire limité et qui font face à d'importants besoins de développement. Ces ressources seront nécessaires, en particulier, pour accélérer les progrès vers la réalisation des OMD et pour promouvoir les investissements dans une croissance soutenue et durable. Outre le respect des engagements d'aide existants, les pays donateurs devraient envisager des mécanismes visant à dissocier les flux d'aide des cycles conjoncturels de manière à prévenir des pénuries de livraison en temps de crise, lorsque le besoin d'aide au développement est le plus urgent.

*Cinquièmement, des objectifs plus concrets et exécutoires pour la coordination des politiques internationales*

Le cinquième défi est de trouver des moyens de parvenir à la coordination de politiques crédibles et efficaces entre les principales économies. À cet égard, il y a une certaine urgence à faire en sorte que la structure du G20 pour le rééquilibrage durable de la planète soit plus spécifique et davantage opérationnelle. Dans ce contexte, établir des «zones cibles pour les comptes courants» concrètes pourrait être une façon significative d'aller de l'avant. Avoir des objectifs clairs et vérifiables quant aux résultats souhaités des politiques contribuerait à rendre les parties responsables, tandis que la possible perte de réputation due au non-respect serait une incitation à mettre en pratique les accords politiques. De telles zones cibles mettraient également en évidence la nécessité pour les pays excédentaires et déficitaires de contribuer au soutien de la demande mondiale effective. Les zones cibles ne devraient pas, toutefois, être considérées comme une fin en soi, mais plutôt comme un guide vers un chemin de croissance durable pour le monde qui devrait inclure les actions proposées pour répondre à tous les cinq défis énumérés ci-dessus. Elles devraient également être considérées comme une étape intermédiaire vers des réformes plus fondamentales du système de réserve mondiale et de la régulation financière nécessaires pour prévenir de futures instabilités financières mondiales et des krachs boursiers.



